



**PRÉFET
DE LA RÉGION
PAYS DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Unité départementale de la Loire-Atlantique

Nantes, le 10 novembre 2025

Affaire suivie par : Maxime WOLFFER
maxime.wolfffer@developpement-durable.gouv.fr
Tél : 02 72 74 78 05

N/Réf : N3-2025-989 - RAPPORT

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

OBJET : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Établissement SOREDI à Saint-Viaud
Réexamen IED – Rapport de base

REF : Transmission reçue le 14 janvier 2020 complétée le 18 février 2025 puis le 28 juillet 2025

Par transmission visée en référence, la société SOREDI a transmis son dossier de réexamen et son rapport de base pour l'installation qu'elle exploite sur la commune de Saint-Viaud.

Le présent rapport a pour objet de proposer les suites qu'il convient de réserver à ces études.

1. Rappel de la situation administrative du site

La société SOREDI, située Parc d'activités Estuaire-Sud, rue du Camp d'Aviation, sur la commune de Saint-Viaud, est autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 mars 2008 modifié à exploiter des activités qui relèvent du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510 (rubrique principale) et 3550 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. À ce titre, l'établissement entre dans le champ d'application de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite « IED ».

2. Contexte réglementaire

Conformément aux dispositions des articles R.515-70 à 73 du code de l'environnement, la société SOREDI a transmis un dossier de réexamen établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets (BREF WT). Cette décision d'exécution fixe les meilleures techniques disponibles (MTD) et les niveaux d'émissions associées à ces meilleures techniques disponibles.

Le classement du site applicable à l'établissement avait été actualisé au travers d'un récépissé de déclaration du 7 septembre 2017 valant bénéfice d'antériorité :



Tél : 02.72.74.73.00
Mél : dre-al-pays-de-la-loire@developpement-durable.gouv.fr
5 rue Françoise Giroud - CS 16 326 – 44 263 NANTES cedex 2

Rubrique	Désignation des activités	Volume autorisé	Régime (1)
2790	Installation de traitement de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795	<ul style="list-style-type: none"> Broyage d'emballages et de solides souillés reçus en vrac et conditionnés ou issus du regroupement : 80 t/j - 8 000 t/an 	A
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971 La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j	<ul style="list-style-type: none"> Valorisation et traitement des effluents liquides reçus en vrac et conditionnés ou issus du regroupement (Traitement par évapo-condensation (CMV) / voie biologique) : 250 t/j - 45 000 t/an Regroupement de déchets en cuves : 320 t/j 	
3510	Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 t/j		
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793 La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges	Installation de transit, regroupement et tri : <ul style="list-style-type: none"> de déchets dangereux ou contenant des substances dangereuses, et de déchets non dangereux non inertes, reçus en vrac et conditionnés. Capacité de 15 000 t/an > <u>Activité tri, transit</u> <ul style="list-style-type: none"> Atelier réception, tri, regroupement fûts, bidons, GRV : 40,5 t (Surface = 345 m² - 8 rangées de 15 palettes soit 120 palettes au sol - Poids moyen d'une palette = 337 kg) Armoires de stockage : 117 tonnes (A1 : 33 m² soit 54 t, A2 : 15 m² soit 18 t, A3 : 15 m² soit 18 t, A4 : 22,5 m² soit 27 t) Fosse binotage (27 m³) + cuves CH1/CH2 (2 x 60 m³) : 160 t Fosse pâteux (150 m³ = 180 t) + benne boues (70 m³ = 28 t) - Cette benne est présente sur le site le temps de son chargement/préparation pour expédition) Capacité : 525,5 tonnes > <u>Capacités associées à la filière « Broyage »</u> <ul style="list-style-type: none"> Alvéole « à broyer » : 50 t 	A
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte		

2716-2	<p>Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719</p> <p>2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Broyats : 95 t (en cours : négligeable, alvéole broyats : 70 t, benne transport 70 m³ soit 25 t (cette benne est présente sur le site le temps de son chargement/préparation pour expédition)) <p>Capacité : 145 tonnes</p> <p>> <u>Capacités associées à la filière « Eau »</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Bacs de dépotage BD1 (2t), BD2 (2t), BD3 (1t) = 5t (remplis pendant le dépotage uniquement) + CR1 + CR2 = 20 t + CE1 à 4 (424 m³) = 400 t = 425 t Filière biologique : CB1 + CB2 (2 x 600m³) = 1100 t + CB3 (eaux traitées avant rejet/réserve incendie - 600m³) = 550t + Projet CE5 à 8 (4 x 100 m³) = 400 t <p>Capacité : 2475 tonnes</p> <p>> <u>Filière « Huile » :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> CH3 + CH4 (2 x 60 m³) <p>Capacité : 120 tonnes</p> <p>Capacité totale : 3265,5 tonnes</p>	DC
--------	--	---	----

(1) A – Autorisation / DC – Déclaration avec contrôle

Demande de l'inspection des installations classées du 25 octobre 2024

L'exploitant précisera, pour chaque rubrique IED, les grandeurs caractéristiques correspondantes.

Réponse de l'exploitant du 18 février 2025

L'exploitant n'a pas répondu à cette demande.

Réponse de l'exploitant du 28 février 2025

L'exploitant a précisé, pour chaque rubrique IED, les grandeurs caractéristiques correspondantes.

Analyse de l'inspection des installations classées

Le point est clos.

3.

4. Présentation de l'établissement

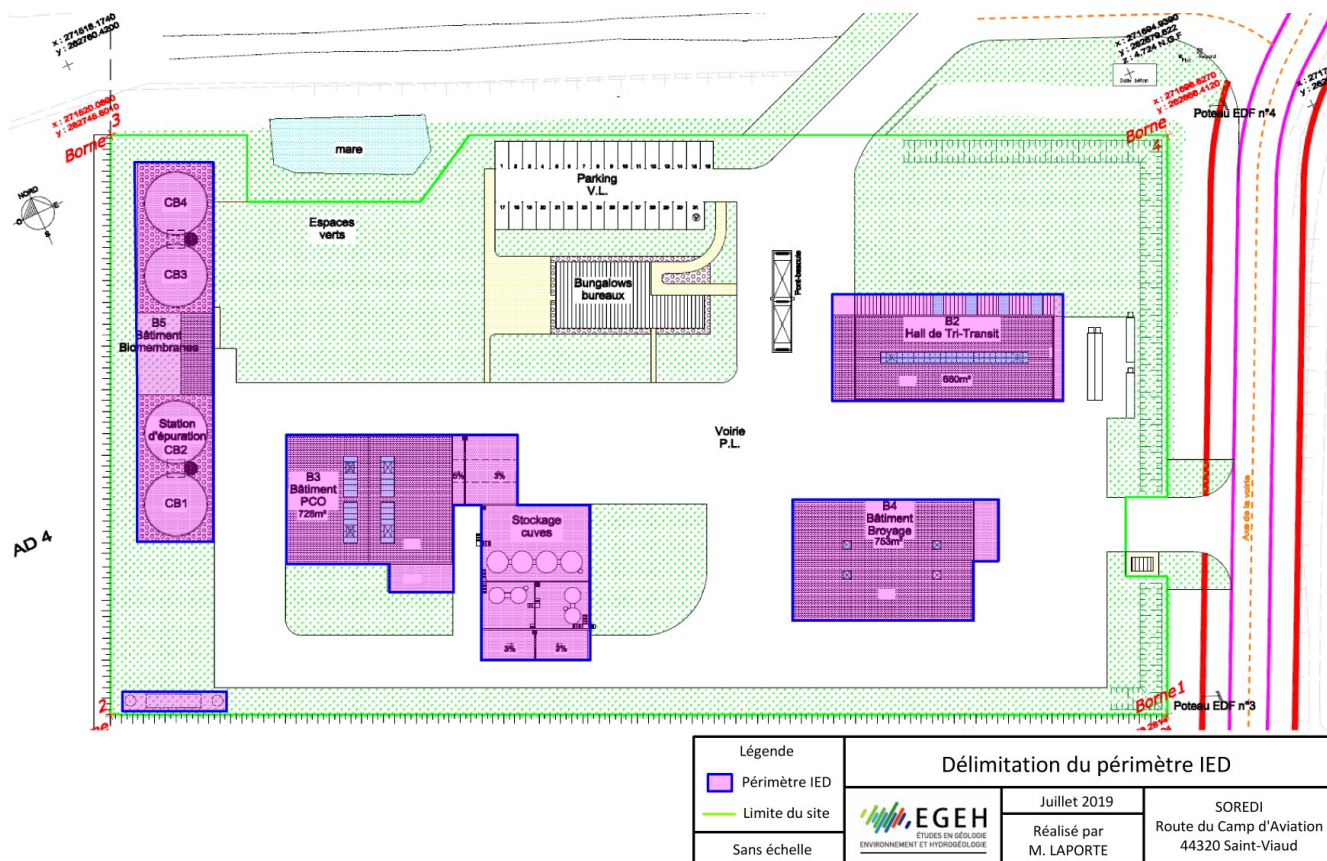
3.1 : Description de l'établissement

La société SOREDI exploite sur le site de Saint-Viaud une installation de :

- Tri, transit et regroupement de déchets pour envoi sur un site de traitement ;
- Broyage d'emballages et de matériaux souillés ;
- Valorisation de déchets liquides par compression mécanique de vapeur (évapo-condensation), traitement biologique et ultra-filtration membranaire.

3.2 : Périmètre IED

L'exploitant a défini son périmètre IED dans le rapport transmis le 14 janvier 2020 : ce périmètre correspond strictement aux zones d'exercice des activités classées IED ainsi que le système de traitement des eaux de rejet :



La rubrique principale visant l'établissement est la rubrique 3510.

L'établissement est ainsi visé par les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) et le document BREF (Best Reference Documents) sectoriel WT relatif au traitement des déchets.

L'exploitant a également identifié qu'il était concerné par d'autres BREF transversaux :

- Aspects économiques et effets multi-milieu (ECM) :
Aucune technique alternative de protection de l'environnement n'est proposé par l'exploitant en vue de la mise en œuvre d'une MTD spécifique. Par conséquent, l'exploitant n'a pas recouru à l'examen approfondi de ce BREF dont les conclusions ne sont pas encore parues.
- Émissions dues au stockage des matières dangereuses ou en vrac (EFS) :
Les conclusions sur les MTD 4 et 5 du BREF WT couvrent le sujet de l'entreposage et du transfert des déchets. Par conséquent, l'exploitant n'a pas recouru à l'examen approfondi de ce BREF dont les conclusions ne sont pas encore parues.
- Efficacité énergétique (ENE) :
La conclusion sur le MTD 23 du BREF WT couvre le sujet de l'efficacité énergétique. Par conséquent, l'exploitant n'a pas recouru à l'examen approfondi de ce BREF dont les conclusions ne sont pas encore parues.
- Principes généraux de surveillance (ROM) :
La conclusion sur les MTD du BREF WT couvre le sujet de la surveillance. Par conséquent, l'exploitant n'a pas recouru à l'examen approfondi de ce BREF dont les conclusions ne sont pas encore parues.

Demande de l'inspection des installations classées du 25 octobre 2024

Le périmètre IED retenu par l'exploitant est incomplet : en effet, le périmètre IED est composé de toutes les installations relevant des rubriques 3000 de la nomenclature, ainsi que les activités s'y rapportant directement, exploitées sur le même site, liées techniquement et susceptibles d'avoir des

incidences sur les émissions et la pollution. Ainsi, les zones de voiries utilisées pour le transport des déchets sont à inclure dans ce périmètre. L'examen de la conformité aux BREF transversaux n'appellent pas d'observation particulière.

Réponse de l'exploitant du 18 février 2025

Le périmètre IED retenu concerne les rubriques 3510 et 3550, il inclut bien l'ensemble du site SOREDI Saint-Viaud y compris les voiries.

Analyse de l'inspection des installations classées

La réponse de l'exploitant est satisfaisante. Le point est désormais clos.

4. Analyse du dossier de réexamen IED

4.1 : Complétude

Le dossier transmis par la société SOREDI est complet. Conformément à l'article R.515-72 du code de l'environnement, le dossier contient :

- une comparaison du fonctionnement de l'installation avec les meilleures techniques disponibles, et un positionnement des niveaux de rejet par rapport aux niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles le cas échéant, sur les thématiques suivantes :
 - Système de management environnemental (SME). Le site fait l'objet d'une certification ISO 14001 avec des objectifs annuels et des indicateurs de suivi dans le cadre de la déclinaison de la politique environnementale ;
 - Inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux ;
 - Prévention de la pollution atmosphérique ;
 - Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques ;
 - Prévention et gestion des déchets ;
 - Réduction des nuisances sonores ;
 - Gestion de l'efficacité énergétique.
- l'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R.515-70.

Sur ce dernier point, la société SOREDI a demandé à réduire la fréquence de surveillance de certains paramètres en justifiant la demande par des niveaux d'émission stables. Cette possibilité de réduction est prévue par la décision d'exécution de la commission du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives aux activités de traitement de déchets (BREF WT). Cependant cette possibilité n'a pas été reprise par l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED.

Analyse de l'inspection des installations classées du 25 octobre 2024

La demande de modification du programme de surveillance sera abordée dans la partie 4.6 « Gestion des ressources en eaux ».

La société SOREDI n'a pas demandé à déroger aux niveaux d'émission associées aux meilleures techniques disponibles.

Conformément à l'article R.515-30 du code de l'environnement, un rapport de base a été transmis (Cf paragraphe 5 du présent rapport).

4.2 : Régularité

L'exploitant a étudié les MTD 1 à 24 qui concerne l'ensemble des sites de traitement de déchets ainsi que la MTD 45 qui concerne le traitement physico-chimique des déchets à valeur calorifique (dispositions spécifiques applicables au traitement des déchets dangereux à valeur calorifique).

Parmi celles-ci, l'exploitant a déterminé qu'il n'était pas concerné par certaines MTD :

- 9 : car la MTD ne concerne que les traitements mettant en jeu des solvants ;
- 15 et 16 : liées à l'absence de torchère.

Analyse de l'inspection des installations classées du 25 octobre 2024

Le site réalise des opérations de broyage d'emballages et de solides souillés dont des contenants métalliques. S'agissant de déchets dangereux, les dispositions spécifiques pour cette activité sont bien visées dans les conclusions sur les MTD pour le traitement physico-chimique (annexe 3.4 de l'arrêté du 17 décembre 2019 précité). Par conséquent, les MTD 40, 41 sont à examiner en plus de la MTD 45.

Conformément à ces MTD, l'application de la MTD 14d est obligatoire et doit être étudiée.

Le site réalise également le traitement de déchets liquides aqueux par compression mécanique de vapeur (évapo-condensation), traitement biologique et ultra-filtration membranaire. Par conséquent les MTD 52 et 53 sont à examiner.

Réponse de l'exploitant du 18 février 2025

Les MTD 40 et 41 concernent le traitement physico-chimique des déchets solides ou pâteux. Or, au sens du document BREF sur le traitement de déchets, le traitement physico-chimique des déchets solides ou pâteux s'applique aux traitements de solidification et de stabilisation avant stockage. Ces activités ne sont pas réalisées au sein du site. Elles sont réalisées sur certains centres de stockage de déchets ultimes. De plus, SOREDI ne réalise pas de campagne de broyage de contenants métalliques seuls. Des contenants métalliques peuvent se trouver en mélange parmi les contenants présents en alvéole mais ils représentent moins de 5 % des matériaux broyés.

L'activité de broyage de SOREDI aboutit à la production de broyats qui ont un pouvoir calorifique et qui sont uniquement orientés dans les usines d'incinération du groupe, tous des incinérateurs avec valorisation énergétique, et à ce titre, sont tagués du code d'élimination R1. Cette activité est visée par la MTD 45 mais n'est pas visée par la MTD 40 et 41.

La MTD 14 est retenue comme applicable en page 7 et traitée en page 51 dont la MTD 14d. La MTD 14d est reprise au d du VI de l'annexe 3.1 de l'arrêté du 17 décembre 2019 et la réponse à la question 4 de ce courrier apporte également des éléments de réponse.

MTD 52 « traitement des déchets liquides aqueux – surveillance des déchets entrants » :

Une erreur est présente dans le tableau page 9. La MTD 52 est bien applicable aux activités de SOREDI. Cette MTD est traitée dans le dossier en page 23.

MTD 53 « traitement des déchets liquides aqueux – Techniques de réduction des émissions dans l'air et NEA-MTD associées aux émissions canalisées (COVT et HCl) »

Une erreur est présente dans le tableau page 9. La MTD 52 est bien applicable aux activités de SOREDI. Cependant, la partie NEA MTD est associée à des émissions canalisées et n'est pas applicable aux activités de SOREDI qui ne génèrent pas d'émissions canalisées.

Analyse de l'inspection des installations classées

L'exploitant a mis en place une procédure d'acceptation préalable pour la réception des déchets sur le site d'exploitation, ce qui répond aux exigences de la MTD 40.

Concernant les MTD 41 et 45, l'exploitant n'ayant pas de rejets canalisés pour cette activité, seule reste applicable la MTD 14d.

Concernant la MTD 14d, l'exploitant réalise les opérations de broyage d'emballages et de solides souillés dans un bâtiment couvert mais ouvert sur ces 4 faces pour des raisons liées à l'exercice de

l'activité (apport et évacuation de matières). Les émissions diffuses sont certes limitées par une brumisation des déchets identifiés par l'agent d'exploitation comme émetteurs de poussière, mais n'assure pas un confinement des poussières (et encore moins sa collecte et son traitement). En conséquence, la demande d'une étude technico-économique est maintenue en cas d'impossibilité de mise en œuvre des dispositions liées au confinement, à la collecte et au traitement des émissions diffuses. **Cette demande sera prescrite par arrêté préfectoral complémentaire.**

Les MTD 52 et 53 ont été examinés par l'exploitant : L'exploitant a mis en place une procédure d'acceptation préalable pour la réception des déchets sur le site d'exploitation, ce qui répond aux exigences de la MTD 52. Concernant la MTD 53, l'exploitant n'ayant pas de rejets canalisés pour cette activité, seule reste applicable la MTD 14d.

4.3 : MTD relatives au management environnemental applicable aux installations de traitement de déchets (MTD1)

Il est noté que :

- la société SOREDI est certifiée ISO 14 001 et possède par conséquent un système de management environnemental ;
- elle dispose d'une politique de santé sécurité environnement.

Analyse de l'inspection des installations classées du 25 octobre 2024 :

Les éléments transmis par l'exploitant répondent aux dispositions des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets sur la partie relative au management environnemental.

4.4 : Inventaire des flux aqueux et atmosphériques (MTD3)

Conformément aux conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets, l'exploitant a établi un inventaire des flux d'effluents aqueux. :

- Les eaux de toiture sont collectées et orientées vers le fossé via un réseau spécifique ;
- Les eaux pluviales de voiries et les eaux issues des cuvettes de rétention des cuves d'entreposage de déchets liquides sont collectées et orientées vers un décanteur puis rejoignent le bassin tampon CB3 avant rejet en Loire ;
- Les eaux issues des aires de dépotage sont orientées vers le traitement interne (compression mécanique de vapeur (évapo-condensation), traitement biologique et ultra-filtration membranaire). La partie aqueuse évaporable traitée rejoint le bassin tampon CB3 avant rejet en Loire ;
- Une partie des déchets liquides est traitée par compression mécanique de vapeur (évapo-condensation), traitement biologique et ultra-filtration membranaire. La partie aqueuse évaporable traitée rejoint le bassin tampon CB3 avant rejet en Loire.

Les prélèvements pour analyse sont réalisés dans le bassin CB3.

les eaux sanitaires sont collectées par un réseau spécifique et rejoignent le réseau d'assainissement collectif pour être traitées dans la station d'épuration collective de Saint-Viaud.

Analyse de l'inspection des installations classées du 25 octobre 2024

L'exploitant évoque l'usage d'eaux de nettoyage et d'eaux de process dans le traitement par compression mécanique de vapeur (évapo-condensation), traitement biologique et ultra-filtration membranaire. Pour ces eaux, l'exploitant évaluera les quantités consommées et leur traitement.

Réponse de l'exploitant du 18 février 2025

Dans le cadre de sa démarche environnementale ISO 14001, SOREDI a travaillé sur les opportunités de substitution de l'eau potable par de l'eau recyclée.

Ainsi, SOREDI dispose d'un réseau interne, constituée par les eaux pluviales du site (hors toitures et zones de dépotage) et les eaux traitées issues du process CMV. Elles sont utilisées pour :

- l'extinction incendie ;
- le rinçage des voiries ;
- les opérations de rinçage et curage de citerne ;
- les opérations de nettoyage de matériel et de contenants ;
- le refroidissement du module CMV1.

Le rinçage du module d'ultra-filtration se fait quant à lui grâce à une recirculation, les perméats produits étant utilisés pour rincer les membranes.

Un suivi mensuel des consommations est réalisé via des compteurs. Les quantités consommées en 2024 représentent un total de 3145 m³.

Les eaux souillées issues de ces opérations sont traitées en interne par CMV.

Analyse de l'inspection des installations classées

Les compléments apportés par l'exploitant n'appellent pas de commentaires supplémentaires. Le sujet est clos.

Les substances suivies par l'exploitant dans le cadre de son inventaire sont les suivantes (en gras les substances que l'exploitant propose d'intégrer dans son programme de surveillance) :

Paramètre	Valeur moyenne en mg/l (2018)	Flux moyen en g/j sauf macropolluants en kg/j	Paramètre	Valeur moyenne en mg/l (2018)	Flux moyen en g/j sauf macropolluants en kg/j
MES	8	1	HAP	0,0008	0,1190
DBO5	6	0,92	Simazine	0,0018	0,211
COT	55	9	Tétrachloroéthylène	<0,0005	0,03
N Global	20	3	Tétrachlorométhane	<0,0001	-
P total	0,156	0,028	Trichloroéthylène	<0,0005	-
Indice phénol	<0,01	-	Tributylétain	<0,00002	0,0016
Cyanure	0,005	0,73	Trichlorométhane	<0,001	0,071
Cr VI	0,0046	0,735	DEHP	0,001	0,11
Pb	0,003	0,479	PFOS	0,001	0,16
Cu	0,087	13,465	Quinoxylène	<0,00005	-
Cr	0,017	2,675	Dioxines et dérivés	0,000035	0,0055
Ni	0,107	16,444	Aclonifène	<0,00005	-
Zn	0,532	83,961	Bifénox	<0,00005	-

Mn	0,140	6,139	Cybutryne	<0,00005	-
Sn	0,014	2,311	Cyperméthrine	<0,0005	0,068
Fe+Al	0,582	90,163	HBCDD	<0,0001	-
AOX	0,34	41,78	Heptachlore et époxyde d'heptachlore	<0,0002	-
Hydrocarbures totaux	0,418	66,744	Arsenic	<0,01	-
F-	0,431	66,685	AMPA	<0,005	-
Cd	0,0015	0,24	Glyphosate	0,006	<1g/j
Hg	0,0003	0,053	Toluène	0,007	0,863
Ag	0,0025	0,389	Tributylphosphate	<0,01	-
Fe	0,4250	65,597	Biphényle	<0,006	-
Al	0,1570	24,566	Xylènes	0,002	0,311
Somme métaux	1,3400	209,498			
Anthracène	<0,00001	0,0006			
Atrazine	0,0019	0,225			
Benzène	<0,0005	-			
Ethylbenzène	<0,001	-			
Dichlorométhane	<0,005	0,3			
Diuron	0,0013	0,2048			
Fluoranthène	<0,00001	0,011			
Naphtalène	0,0001	0,0065			
Hexachlorocyclohexane	0,000020	0,0024			
Isoproturon	0,000820	0,1225			
Nonylphénol	0,000250	0,03			
Octylphénol	0,000110	0,014			
Pentachlorophénol	0,0001	0,012			

L'exploitant n'a pas produit d'inventaire de ces flux gazeux, car aucune émission canalisée ne génère de rejet dans l'air.

Analyse de l'inspection des installations classées du 25 octobre 2024

Les éléments transmis par l'exploitant répondent aux dispositions des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets sur la partie inventaire des effluents aqueux. Néanmoins, on peut regretter que le calcul de flux n'ait pas été réalisé sur l'ensemble des paramètres analysés.

Pour les effluents atmosphériques, même en l'absence de rejets canalisés, l'inventaire des flux doit être réalisé et a minima la liste des substances susceptibles d'être émises doit être transmise.

Réponse de l'exploitant du 18 février 2025

L'exploitant a transmis un inventaire de ses effluents gazeux.

Analyse de l'inspection des installations classées

La réponse de l'exploitant est satisfaisante. Le sujet est clos.

4.5 : Émissions atmosphériques (MTD 8 et 14)

Concernant les émissions canalisées, l'exploitant précise l'absence de telle émission dans le cadre de ces activités de traitement. En effet, seule l'activité de traitement par compression mécanique de vapeurs génère des flux canalisés mais ces derniers sont immédiatement condensés et orientés vers le traitement biologique tandis que la partie non évaporable est orientée en incinération sur un exutoire extérieur.

Ainsi les 2 principaux flux sortants de ce procédé sont donc sous forme liquide et le seul flux gazeux issu de ce procédé est un évent de mise à l'air de l'installation qui évite les montées en pression. Ce flux n'atteint pas le seuil des 2 kg/h en sortie de machine. De plus, il est capté et envoyé vers le bassin biologique pour éviter toute émission dans le bâtiment de traitement des eaux.

Aucune surveillance n'est donc mise en œuvre.

Le site n'est pas concerné par les MTD 15 et 16 relatives au torchage (pas de torchère sur site).

Concernant les émissions atmosphériques diffuses :

L'exploitant fait réaliser un contrôle de la concentration en COV des émissions atmosphériques produites par l'activité de broyage tous les 3 ans.

Les déchets à broyer et broyés sont entreposés dans un bâtiment couvert dans des alvéoles.

Un canon de brumisation a été installé par l'exploitant afin d'humidifier les déchets à broyer si nécessaire.

Analyse de l'inspection des installations classées du 25 octobre 2024

Conformément aux dispositions prévues dans l'annexe 3.4 de l'arrêté du 17 décembre 2019 précité, l'exploitant doit préciser les dispositions mises en place pour confiner, collecter et traiter les émissions diffuses issues de son installation de traitement mécanique et la surveillance associée.

En cas d'impossibilité de la mise en œuvre de ces dispositions, l'exploitant devra transmettre une étude technico-économique permettant de justifier de cette impossibilité et proposer des mesures alternatives permettant d'atteindre le niveau de performance attendu à l'annexe 3.4 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019.

Le sujet a été traité dans la partie 4.2 du présent rapport.

4.6 : Gestion de la ressource en eau (MTD 7, 19, 20 et 6)

L'exploitant s'est positionné par rapport au MTD en ce qui concerne la fréquence de surveillance des rejets aqueux et les niveaux d'émissions dans l'eau.

Son positionnement pour les rejets directs des effluents aqueux est le suivant :

Paramètres	Fréquence actuelle (AP du 31-03- 2008)	Fréquence proposée par l'exploitant (Proposition initiale)	Fréquence proposée par l'exploitant (Seconde Proposition)	VLE actuelle en mg/l (AP du 31/03/2008)	VLE RSDE en mg/l	VLE en mg/l proposée par l'exploitant
MES	Journalière	Hebdomadaire	Une fois par rejet	30	100	60
COT	Journalière	Hebdomadaire	Une fois par rejet	300	100	100
N Global	Hebdomadaire	Hebdomadaire	Une fois par rejet	50	60	60
P total	Hebdomadaire	Hebdomadaire	Une fois par rejet	10	10	3
Indice phénol	-	Semestrielle	-	-	0,3	0,3
Cyanure	Hebdomadaire	Hebdomadaire	Tous les 5 rejets et à minima hebdomadaire	0,1	0,2	0,1
Cr VI	-	Hebdomadaire	Tous les 5 rejets et à minima hebdomadaire	0,1	0,050	0,050
Pb	2X par semaine	Hebdomadaire	Tous les 5 rejets et à minima hebdomadaire	0,5	0,1	0,1
Cu	2X par semaine	Hebdomadaire	Tous les 5 rejets et à minima hebdomadaire	2	0,25	0,25
Cr	2X par semaine	Hebdomadaire	Tous les 5 rejets et à minima hebdomadaire	2	0,1	0,1
Ni	2X par semaine	Hebdomadaire	Tous les 5 rejets et à minima hebdomadaire	2	1	1
Zn	2X par semaine	Hebdomadaire	Tous les 5 rejets et à minima hebdomadaire	3	2	2
Sn	2X par semaine	-	-	2	2	-
Fe+Al	Hebdomadaire	Hebdomadaire	-	10	5	5
Al	Hebdomadaire	Hebdomadaire	-	5	-	-
AOX	-	Hebdomadaire	Tous les 5 rejets et à minima hebdomadaire	-	1	1
HCT	2X par semaine	Hebdomadaire	Tous les 5 rejets et à minima hebdomadaire	5	10	10

F-	Hebdomadaire	-	-	15		-
Cd	2X par semaine	Hebdomadaire	-	0,2		0,025
Hg	2X par semaine	Hebdomadaire	-	0,05		0,01
Ag	Mensuelle	-	-	0,5		-
HAP	Semestrielle	Semestrielle	-	-		0,025
Arsenic	-	Semestrielle	-	0,1		0,1
Glyphosate	-	Semestrielle	-	-		0,028
Toluène	-	Semestrielle	-	-		0,074
Diuron	Trimestrielle	-	-		0,025	-
Isoproturon	Trimestrielle	-	-		0,025	-

Analyse de l'inspection des installations classées du 25 octobre 2024

- Contexte :

Les prescriptions relatives à la surveillance et aux valeurs limites d'émissions des rejets aqueux de l'arrêté préfectoral 31 mars 2008 sont modifiées par l'arrêté ministériel du 24 août 2017 relatif aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des ICPE et depuis le 17 août 2022 par celle de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux MTD applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED.

- Analyse :

- Les possibilités d'aménagement des fréquences d'analyse ne sont pas prévues par l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019. Par conséquent, la demande de modification ne peut pas être accordée.

- Concernant le suivi RSDE : le bilan de la surveillance pérenne transmis par courrier du 14 septembre 2016 avait conclu à la poursuite de la surveillance trimestrielle des paramètres diuron et isoproturon. Concernant le diuron, sur un total de 7 analyses réalisées sur les années 2017 et 2018, la valeur maximale de concentration relevée est de 0,0024 mg/l pour une VLE établie à 0,025 mg/l (référence RSDE) et un flux maximum de 0,48 g/j pour un flux minimum imposant le suivi établi à 1 g/j. Au vu des résultats consolidés, un suivi semestriel sera adopté. Concernant l'isoproturon, sur un total de 7 analyses réalisées sur les années 2017 et 2018, la valeur maximale de concentration relevée est de 0,0017 mg/l pour une VLE établie à 0,025 mg/l (référence RSDE) et un flux maximum de 0,27 g/j pour un flux minimum imposant le suivi établi à 1 g/j. Au vu des résultats consolidés, un suivi semestriel sera adopté.

- Concernant les VLE proposées, l'arbitrage consiste à retenir la VLE la plus restrictive entre celles issues de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 mars 2008, celles issues de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et celles issues de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019. Concernant ce dernier arrêté, le site exerçant 2 activités de traitement des déchets (traitement physico-chimique des déchets à valeurs calorifiques et traitement des déchets liquides aqueux), la VLE associée à ces 2 activités de traitement la plus restrictive sera retenue.

- Concernant les substances pour lesquelles l'exploitant souhaite le retrait de leur suivi alors que l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 mars 2008 le prescrit :

- Concernant l'étain (Sn) : Sur un total de 101 analyses réalisées sur l'année 2018, la valeur maximale de concentration relevée est de 0,015 mg/l pour une VLE établie à 2 mg/l (référence RSDE) et un flux maximum de 3 g/j pour un flux minimum imposant le suivi établi à 20 g/j. Au vu des résultats consolidés et du suivi bihebdomadaire actuel, un suivi hebdomadaire sera adopté.

- Concernant le fluorure (F-) : Sur un total de 56 analyses réalisées sur l'année 2018, la valeur maximale de concentration relevée est de 0,62 mg/l pour une VLE établie à 15 mg/l (référence RSDE) et un flux maximum de 106,02 g/j pour un flux minimum imposant le suivi établi à 150 g/j. Au vu des résultats consolidés et du suivi hebdomadaire actuel, un suivi mensuel sera adopté.

- Concernant l'argent (Ag) : Sur un total de 56 analyses réalisées sur l'année 2018, la valeur maximale de concentration relevée est de 0,0025 mg/l pour une VLE établie à 0,5 mg/l (référence AP d'autorisation) et un flux maximum de 0,5 g/j pour un flux maximal autorisé établi à 100 g/j (référence AP d'autorisation). Au vu des résultats consolidés, le retrait du suivi de l'argent est accepté.

- Concernant l'aluminium (Al) : Sur un total de 56 analyses réalisées sur l'année 2018, la valeur maximale de concentration relevée est de 0,52 mg/l pour une VLE établie à 5 mg/l (référence AP d'autorisation) et un flux maximal de 104 g/j pour un flux maximal autorisé établi à 1 000 g/j (référence AP d'autorisation). Au vu des résultats consolidés, un suivi hebdomadaire sera maintenu. Il est à noter que le suivi du paramètre Al + Fe est également maintenu.

- Concernant les substances PFOS et PFOA, la campagne d'analyses sur 3 mois sur les substances PFAS incluant PFOS et PFOA réalisée entre janvier et mars 2024 n'a pas mis en évidence de présence de ces éléments (valeur inférieure au seuil de détection). Toutefois, l'arrêté du 17 décembre 2019 susmentionné impose un suivi semestriel de ces substances qui est repris dans le tableau ci-après.

Analyse de l'inspection des installations classées suite à la seconde proposition de programme de surveillance

Concernant l'azote total : l'application de la VLE issue de l'AP d'autorisation est conditionnée à un flux dépassant 50 kg/j. Sur les 58 analyses réalisés sur l'année 2018, le flux maximum relevé est de 10 kg/j. Au vu des résultats consolidés, la valeur limite non conditionnée avec un flux minimum issue de l'AM IED est retenue (60 mg/l).

Concernant le cyanure libre : Sur un total de 58 analyses réalisées sur l'année 2018, la valeur maximale de concentration relevée est de 0,027 mg/l pour une VLE établie à 0,1 mg/l (référence AP d'autorisation) et un flux maximum de 4,094 g/j (flux moyen de 0,73 g/j) pour un flux maximal autorisé établi à 20 g/j (référence AP d'autorisation). Au vu des résultats, le suivi de ce paramètre est jugé pertinent. En application de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019, une fréquence de contrôle Journalière ou 1 fois avant chaque rejet est adoptée.

Concernant le Chrome hexavalent : Sur un total de 56 analyses réalisées sur l'année 2018, la valeur maximale de concentration relevée est de 0,021 mg/l pour une VLE établie à 0,05 mg/l (référence AM RSDE) et un flux maximum de 4 g/j (flux moyen de 0,735 g/j) pour un flux minimum imposant le suivi établi à 1 g/j (référence AM RSDE). Au vu des résultats, le suivi de ce paramètre est jugé pertinent. En application de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019, une fréquence de contrôle Journalière ou 1 fois avant chaque rejet est adoptée.

Concernant le plomb : Sur un total de 104 analyses réalisées sur l'année 2018, la valeur maximale de concentration relevée est de 0,009 mg/l pour une VLE établie à 0,1 mg/l (référence AM RSDE) et un flux maximum de 1,8 g/j (flux moyen de 0,479 g/j) pour un flux minimum imposant le suivi établi à 5 g/j (référence AM RSDE). Au vu des résultats, le suivi de ce paramètre est jugé pertinent. En application de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019, une fréquence de contrôle Journalière ou 1 fois avant chaque rejet est adoptée.

Concernant le cuivre : Sur un total de 104 analyses réalisées sur l'année 2018, la valeur maximale de concentration relevée est de 0,290 mg/l pour une VLE établie à 0,25 mg/l (référence AM RSDE) et un flux maximum de 46,1 g/j (flux moyen de 13,465 g/j) pour un flux minimum imposant le suivi établi à 5 g/j

(référence AM RSDE). Au vu des résultats, le suivi de ce paramètre est jugé pertinent. En application de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019, une fréquence de contrôle Journalière ou 1 fois avant chaque rejet est adoptée.

Concernant le chrome : Sur un total de 104 analyses réalisées sur l'année 2018, la valeur maximale de concentration relevée est de 0,042 mg/l pour une VLE établie à 0,1 mg/l (référence AM RSDE) et un flux maximum de 7,97 g/j (flux moyen de 2,675 g/j) pour un flux minimum imposant le suivi établi à 5 g/j (référence AM RSDE). Au vu des résultats, le suivi de ce paramètre est jugé pertinent. En application de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019, une fréquence de contrôle Journalière ou 1 fois avant chaque rejet est adoptée.

Concernant le nickel : Sur un total de 102 analyses réalisées sur l'année 2018, la valeur maximale de concentration relevée est de 0,53 mg/l pour une VLE établie à 0,2 mg/l (référence AM RSDE) et un flux maximum de 98 g/j (flux moyen de 16,444 g/j) pour un flux minimum imposant le suivi établi à 5 g/j (référence AM RSDE). Au vu des résultats, le suivi de ce paramètre est jugé pertinent. En application de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019, une fréquence de contrôle Journalière ou 1 fois avant chaque rejet est adoptée.

Concernant le zinc : Sur un total de 104 analyses réalisées sur l'année 2018, la valeur maximale de concentration relevée est de 1,1 mg/l pour une VLE établie à 1 mg/l (référence AM du 17/12/2019) et un flux maximum de 220 g/j (flux moyen de 83,961 g/j). Au vu des résultats, le suivi de ce paramètre est jugé pertinent. En application de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019, une fréquence de contrôle Journalière ou 1 fois avant chaque rejet est adoptée.

Concernant les composés organiques adsorbables : Sur un total de 11 analyses réalisées sur l'année 2019, la valeur maximale de concentration relevée est de 0,89 mg/l pour une VLE établie à 1 mg/l (référence AM RSDE) et un flux maximum de 114,28 g/j (flux moyen de 41,78 g/j) pour un flux minimum imposant le suivi établi à 30 g/j (référence AM RSDE). Au vu des résultats, le suivi de ce paramètre est jugé pertinent. En application de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019, une fréquence de contrôle Journalière ou 1 fois avant chaque rejet est adoptée.

Concernant le cadmium : Sur un total de 104 analyses réalisées sur l'année 2018, la valeur maximale de concentration relevée est de 0,0027 mg/l pour une VLE établie à 0,025 mg/l (référence AM RSDE) et un flux maximum de 0,5 g/j (flux moyen de 0,24 g/j) pour un flux maximal autorisé établi à 40 g/j (référence AP d'autorisation). Au vu des résultats, le suivi de ce paramètre est jugé pertinent. En application de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019, une fréquence de contrôle Journalière ou 1 fois avant chaque rejet est adoptée.

Concernant le mercure : Sur un total de 103 analyses réalisées sur l'année 2018, la valeur maximale de concentration relevée est de 0,0035 mg/l pour une VLE établie à 0,005 mg/l (référence AM BREF) et un flux maximum de 0,66 g/j (flux moyen de 0,053 g/j) pour un flux maximal autorisé établi à 10 g/j (référence AP d'autorisation). Au vu des résultats, le suivi de ce paramètre est jugé pertinent. En application de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019, une fréquence de contrôle Journalière ou 1 fois avant chaque rejet est adoptée.

Concernant l'arsenic : Sur un total de 99 analyses réalisées sur l'année 2018, aucune valeur au-dessus du seuil de détection établi à 0,01 mg/l pour une VLE établie à 0,05 mg/l (référence AM BREF) et, par conséquent, aucun flux enregistré. Au vu des résultats, le suivi de ce paramètre est jugé pertinent. En application de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019, une fréquence de contrôle Journalière ou 1 fois avant chaque rejet est adoptée.

Ces caractéristiques de rejets seront prescrits par arrêté préfectoral complémentaire. Il est à noter que les flux autorisés figurant dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 mars 2008 ne sont pas modifiés.

Suite à analyse, le tableau de suivi proposé est le suivant :

Paramètre	Surveillance			Valeurs limites d'émission (mg/L)			
	Fréquence actuelle	Fréquence minimale AM IED du 17/12/2019	Nouvelle Fréquence	Actuelles (moyenn e)	Applicables (AP du 31/03/2008)	AM IED du 17/12/2019	Nouvelle VLE
Matières en suspension totales (MEST)	journalière	Journalière ou 1x par rejet*	Journalière ou 1x par rejet*	8	30	60	30
Carbone organique total (COT)	journalière	Journalière ou 1x par rejet*	Journalière ou 1x par rejet*	55	300	60	60
Azote total (N total)	hebdomadaire	Journalière ou 1x par rejet*	Journalière ou 1x par rejet*	20	50	60	60
Phosphore total (P total)	hebdomadaire	Journalière ou 1x par rejet*	Journalière ou 1x par rejet*	0,156	10	3	3
Indice phénol	-	Journalière ou 1x par rejet*	Journalière ou 1x par rejet*	<0,01	-	0,2	0,2
Hydrocarbures totaux	2x par semaine	Journalière ou 1x par rejet*	Journalière ou 1x par rejet*	0,418	5	-	5
Cyanure libre (CN')	hebdomadaire	Journalière ou 1x par rejet*	Journalière ou 1x par rejet*	0,005	0,1	0,1	0,1
Chrome hexavalent (Cr VI)	-	Journalière ou 1x par rejet*	Journalière ou 1x par rejet*	0,0046	0,1	0,1	0,05 ² si flux > 1g/j 0,1 sinon
Plomb (Pb)	2x par semaine	Journalière ou 1x par rejet*	Journalière ou 1x par rejet*	0,003	0,5	0,1	0,1
Cuivre (Cu)	2x par semaine	Journalière ou 1x par rejet*	Journalière ou 1x par rejet*	0,087	2	0,5	0,25 ² si flux > 5 g/j 0,5 sinon
Chrome (Cr)	2x par semaine	Journalière ou 1x par rejet*	Journalière ou 1x par rejet*	0,017	2	0,15	0,1 ² si flux > 5g/j 0,15 sinon
Nickel (Ni)	2x par semaine	Journalière ou 1x par rejet*	Journalière ou 1x par rejet*	0,107	1	0,5	0,2 ² si flux > 5 g/j 0,5 sinon
Zinc (Zn)	2x par semaine	Journalière ou 1x par rejet*	Journalière ou 1x par rejet*	0,532	3	1	1
Etain (Sn)	2x par semaine	-	hebdomadaire	0,014844	2	-	2
Aluminium (Al)	hebdomadaire	-	hebdomadaire	0,139000	5	-	5
Fer + Aluminium	hebdomadaire	-	hebdomadaire	0,582	10	-	5 ²

(Fe+Al)							
Composés organiques adsorbables (AOX)	-	Journalière ou 1x par rejet*	Journalière ou 1x par rejet*	0,34	-	1	1
Ions Fluorure (F)	hebdomadaire	-	mensuelle	0,431	15	-	15
Cadmium (Cd)	2x par semaine	Journalière ou 1x par rejet*	Journalière ou 1x par rejet*	0,0015	0,2	0,05	0,025 ²
Mercure (Hg)	2x par semaine	Journalière ou 1x par rejet*	Journalière ou 1x par rejet*	0,0003	0,05	0,005	0,005
Argent (Ag)	mensuelle	-	-	0,0025	0,5	-	-
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	semestrielle	-	semestrielle	0,0008	-	-	0,025
Arsenic (As)	hebdomadaire	Journalière ou 1x par rejet*	Journalière ou 1x par rejet*	<0,01	0,1	0,05	0,05
Glyphosate	-	-	semestrielle	0,006	-	-	0,028
Toluène	-	Mensuel	Mensuel	0,007	-	-	0,074 ² si flux > 2 g/j
benzène	-	Mensuel	Mensuel	<0,0005	-	-	0,05 ² si flux > 1 g/j
éthylbenzène		Mensuel	Mensuel	<0,001	-	-	-
xylène		Mensuel	Mensuel	0,002	-	-	0,05 ² si flux > 2 g/j
Manganèse		Journalière ou 1x par rejet*	Journalière ou 1x par rejet*	0,140	-	-	1 ² si flux > 10 g/j
Diuron	Trimestrielle	-	semestrielle	-	-	-	0,025
Isoproturon	Trimestrielle	-	semestrielle	-	-	-	0,025
PFOA/PFOS	-	semestrielle	semestrielle	-	-	-	-

² : Valeur de l'arrêté du 2 février 1998 (RSDE)

* : En cas de rejets discontinus à une fréquence inférieure à la fréquence minimale de surveillance

4.7 : Gestion des déchets (MTD 2, 4 et 5)

La société SOREDI indique mettre en œuvre des procédures spécifiques en ce qui concerne :

- l'acceptation préalable des déchets,
- la réception, tri et regroupement des déchets entrants sur site (contrôle BSD, ...),
- le suivi et l'inventaire des déchets,
- la gestion des déchets sortants du site,
- la séparation des déchets sur site.

La capacité de stockage des déchets sur site est définie dans l'arrêté préfectoral de l'installation et l'exploitant indique en assurer un contrôle régulier.

Analyse de l'inspection des installations classées du 25 octobre 2024

Les procédures relatives à la gestion des déchets sur site n'appellent pas de remarque.

4.8 : Prévention des nuisances sonores (MTD 17 et 18)

Concernant les nuisances sonores, la société SOREDI réalise les mesures périodiques tous les trois ans conformément à la réglementation. Les activités bruyantes tels que le groupe hydraulique du broyeur et le module de compression mécanique sont installées à l'intérieur de bâtiments.

Analyse de l'inspection des installations classées du 25 octobre 2024

Les éléments transmis relatifs à la prévention des nuisances sonores n'appellent pas de remarque.

5. Rapport de base

L'article L.515-30 du code de l'environnement prévoit que « l'état du site d'implantation de l'installation est décrit, avant sa mise en service ou, pour les installations existantes, lors du premier réexamen conduit en application de l'article L.515-28 après le 7 janvier 2013, dans un rapport de base établi par l'exploitant dans les cas et selon le contenu minimum prévu par le décret mentionné à l'article L.515-31 ».

Par ailleurs, le 3^{ème} alinéa du paragraphe I de l'article R.515-59 du code de l'environnement définit deux conditions qui, lorsqu'elles sont réunies, conduisent à l'obligation pour l'exploitant de soumettre un rapport de base. Un rapport de base est dû lorsque l'activité implique :

- l'utilisation, la production ou le rejet de substances dangereuses pertinentes,

et

- un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site de l'exploitation.

Compte tenu des activités exercées et des substances mises en œuvre sur le site, l'exploitant a transmis un rapport de base.

5.1 : Complétude

L'article R.515-59 du code de l'environnement précise que le rapport de base contient « les informations nécessaires pour comparer l'état de pollution du sol et des eaux souterraines avec l'état du site d'exploitation lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation.

Il comprend au minimum :

a) Des informations relatives à l'utilisation actuelle et, si elles existent, aux utilisations précédentes du site ;

b) Les informations disponibles sur les mesures de pollution du sol et des eaux souterraines à l'époque de l'établissement du rapport ou, à défaut, de nouvelles mesures de cette pollution eu égard à l'éventualité d'une telle pollution par les substances ou mélanges » mentionnés à l'article 3 du règlement CLP.

Le guide méthodologique pour l'élaboration du rapport de base prévu par la Directive IED (version 2.1 de mai 2014) précise que le rapport de base doit comprendre les chapitres suivants :

Chapitre 1 : description du site et de son environnement et évaluation des enjeux

Chapitre 2 : recherche, compilation et évaluation des données disponibles

Chapitre 5 : interprétation des résultats et discussion des incertitudes

Il doit également comprendre, lorsque les données disponibles ne permettent pas de disposer d'une connaissance suffisante de l'état de pollution des sols et des eaux souterraines, les chapitres suivants :

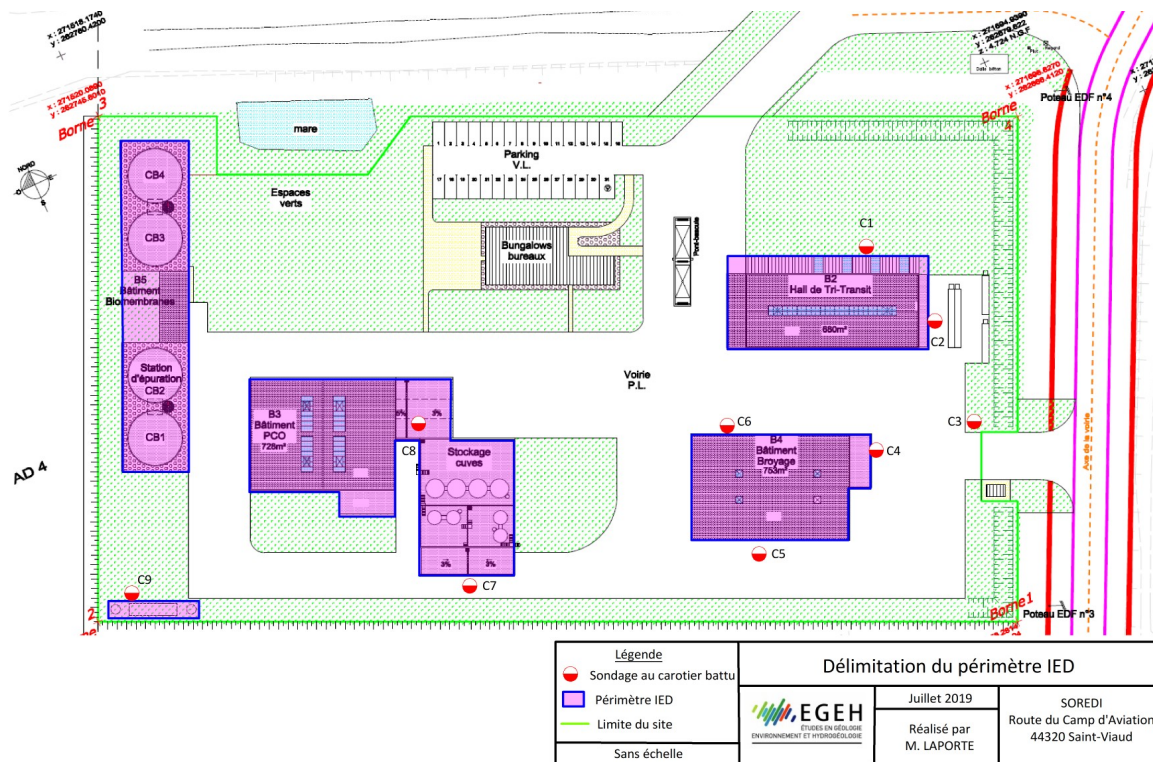
Chapitre 3 : définition du programme et des modalités d'investigations

Chapitre 4 : réalisation du programme d'investigations et d'analyses différées au laboratoire

Le rapport transmis comporte la majorité des éléments prévus. Les éléments principaux étant présents, le rapport est jugé complet.

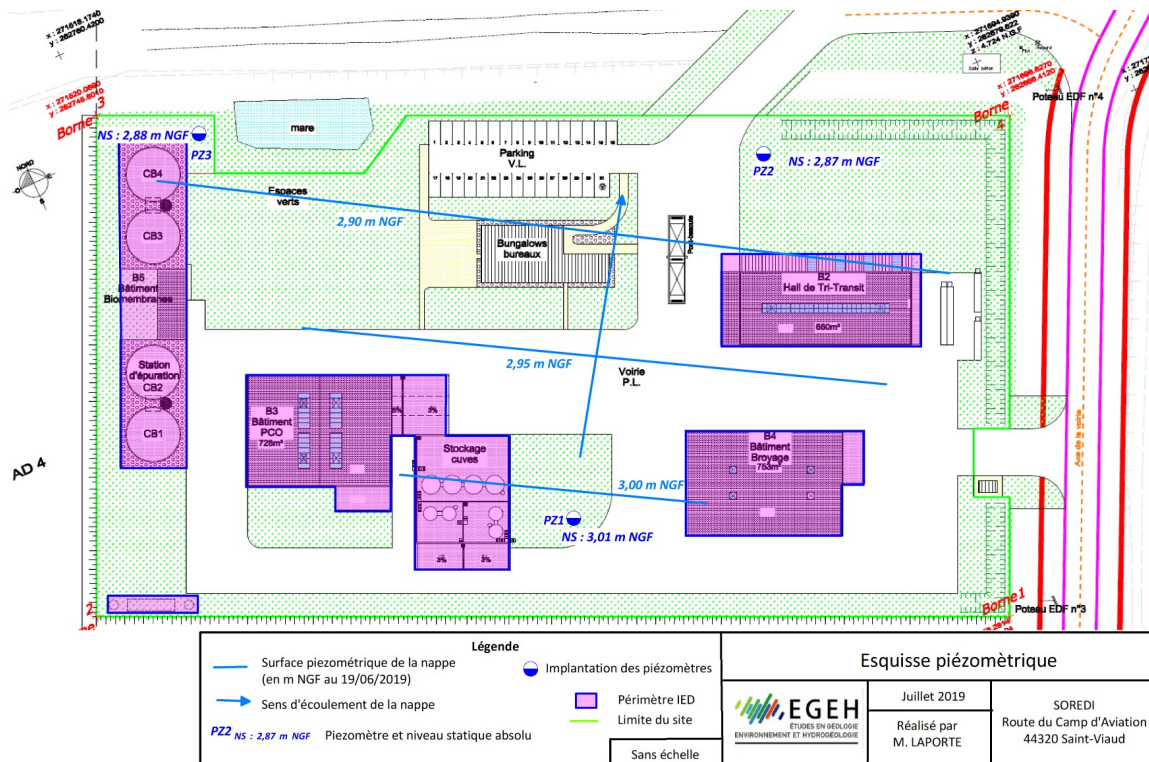
5.2 : Analyse

Une campagne d'analyse des sols s'est déroulée les 18 et 19 juin 2019. À cette occasion, 9 sondages ont été réalisés et 16 échantillons ont été prélevés.



Plan de localisation des sondages

Des analyses des eaux souterraines ont également été réalisées à l'aide de 3 piézomètres : le piézomètre PZ1 se trouve en amont hydraulique du site et les piézomètres PZ2 et PZ3 se trouvent en aval hydraulique.



Plan de localisation des 3 piézomètres

Les analyses ont porté sur le spectre analytique suivant :

- pH ;
- COT ;
- Hydrocarbures totaux (C10-C12 ; C12-C16 ; C16-C21 ; C21-C40 ; total) ;
- Hydrocarbures aromatiques polycycliques ;
- Hydrocarbures aromatiques monocycliques - BTEXN Benzène, Ethylbenzène, Toluène, Xylène et Naphtalène ;
- Indice phénol ;
- COHV (19) ;
- PCB (7) ;
- Métaux (Cuivre, Plomb, zinc, arsenic, cadmium, mercure, nickel, chrome, étain, chrome VI).

Analyse de l'inspection des installations classées du 25 octobre 2024

- Concernant les sols :

Dans le cadre de la présente étude, l'analyse a mis en évidence l'absence de zones de contamination en HAP, BTEXN, COHV sur l'ensemble du site. Au droit des sondages C2, C4 et C6, de faibles teneurs en HCT totaux ont été quantifiées avec un maximum à 70 mg/kg que l'on ne retrouve pas dans les horizons plus profonds. Concernant les éléments traces métalliques, une anomalie modérée en arsenic a été quantifiée au droit du sondage C6 dans les premiers horizons mais que l'on ne retrouve pas dans les horizons plus profonds. Les sondages C4, C7 et C9, présentent une anomalie modérée en cuivre. Aucune pollution significative des sols n'a été mise en évidence dans le cadre de cette étude au regard de ce qui avait été constaté lors de l'élaboration du dossier d'autorisation du site.

- Concernant les eaux souterraines :

La présente étude sur les eaux souterraines a permis de constater que les teneurs en Hydrocarbures (HCT, HAP et BTEX), COHV, PCB, indice phénol sont très faibles voire inférieures aux limites de quantification au droit des 3 piézomètres.

Pour les éléments métalliques :

- De l'arsenic dans les eaux souterraines au droit des piézomètres PZ1, PZ2 et PZ3 a été quantifié dans des gammes de valeurs observées dans le cas d'anomalies naturelles modérées.

- Pour les autres éléments métalliques, des traces ont été retrouvées dans des gammes de valeurs couramment observées dans les sols « ordinaires ».

Aucune pollution significative des eaux souterraines n'a été mise en évidence dans le cadre de cette étude.

6. Proposition et conclusion de l'Inspection des installations classées

Le dossier de réexamen déposé le 4 janvier 2020 complété le 18 février 2025 puis le 28 juillet 2025 est complet et régulier.

Au vu des éléments développés dans le rapport, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet :

- de notifier la clôture de l'instruction de son dossier de réexamen et d'informer l'exploitant de la nécessité d'actualiser les prescriptions des arrêtés préfectoraux en vigueur conformément à l'article R. 515-73 du code de l'environnement ;
- de rappeler en particulier à l'exploitant que depuis le 17 août 2022, les prescriptions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED s'appliquent à l'établissement.

L'inspection des installations classées précise que le dossier de réexamen tel qu'il est présenté ne rentre pas dans le champ d'application de l'article L. 515-29 du code de l'Environnement et ne nécessite pas une mise à consultation du public.

Le réexamen au titre de l'article R.515-70 du Code de l'Environnement, concluant à la nécessité d'actualiser les prescriptions applicables à l'établissement par arrêté préfectoral, un projet d'arrêté préfectoral est joint à ce rapport.

Comme le prévoit l'article R.515-79 du Code de l'environnement, la notification du Préfet à l'exploitant précisant la nécessité d'actualiser les prescriptions de l'autorisation ainsi que la copie du présent rapport de l'inspection et de l'arrêté préfectoral seront diffusés par voie électronique (publication sur le site GEORISQUES).

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
L'inspecteur de l'environnement  Maxime WOLFFER	L'inspecteur de l'environnement  Nathalie SIEFRIDT	Pour la directrice et par délégation, L'adjoint à la cheffe de division Risques chroniques  Julien CAILHOL

La réalisation d'un dossier portant à connaissance une modification d'installations classées relève de la responsabilité de l'exploitant. L'instruction réalisée par l'inspection des installations classées est une analyse de certains éléments contenus dans le dossier, selon différents degrés d'approfondissement. L'instruction ne se veut pas exhaustive, mais centrée sur les principaux enjeux recensés, et à ce titre ne constitue pas une validation des documents remis à l'administration. Par ailleurs, si des prescriptions techniques sont édictées à l'issue de la procédure, elles le sont notamment sur la base des informations fournies par l'exploitant dans son dossier.